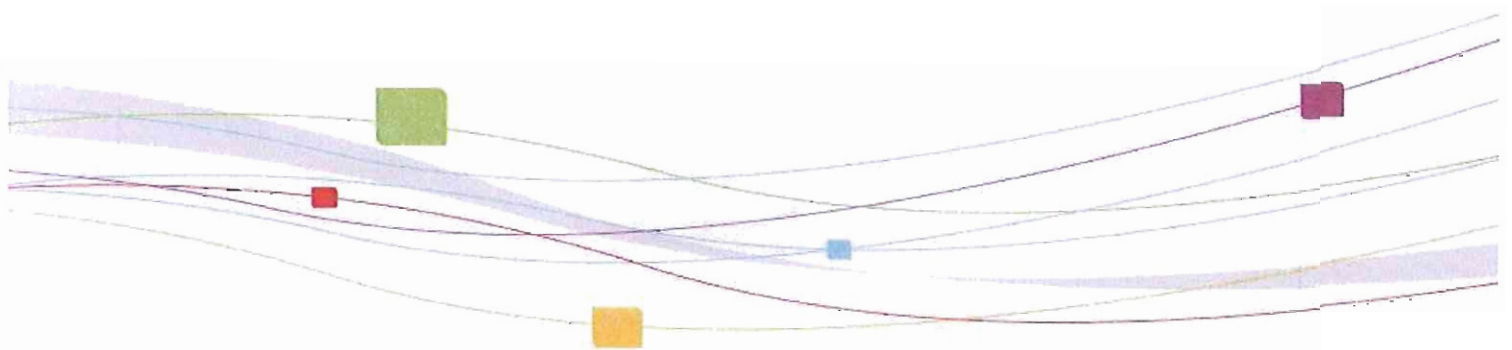




GFI Informatique

Rapport Financier Semestriel

au 30 juin 2010



SOMMAIRE

1.	Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2010.....	3
2.	Comptes semestriels consolidés condensés.....	9
3.	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	37
4.	Déclaration du responsable du rapport financier semestriel.....	41



- 1 -

Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2010



1- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2010

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS PENDANT LES SIX PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE ET LEUR INCIDENCE SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONDENSES

L'activité au premier semestre 2010

Le chiffre d'affaires du premier semestre s'est élevé à 336,8 millions d'euros contre 333,3 millions d'euros l'an dernier en croissance de 1,1% et en décroissance organique de -3,1%. Le second trimestre plus dynamique avec 168,9 millions d'euros, contre 163,2 millions d'euros l'an dernier, affiche une croissance de 3,5% et une décroissance organique limitée à -0,6%.

Ces chiffres tiennent compte de la baisse du chiffre d'affaires consécutive à la décision de GFI Informatique en début d'année d'arrêter un certain nombre de contrats de sous-traitance pour un montant estimé de l'ordre de 6 millions d'euros, dont la marge était jugée trop faible par rapport aux objectifs du Groupe. Retraitée de cet effet, la croissance du Groupe aurait été de 2,9% et la décroissance organique aurait été limitée à -1,3%.

Analyse de l'activité en France

L'activité de la France a représenté 241,4 millions d'euros contre 248,4 millions d'euros au premier semestre 2009 avec une dynamique comparée à l'an dernier plus forte sur le second trimestre puisque celle-ci a représenté 119,7 millions d'euros contre 119,2 millions d'euros l'an dernier.

La marge opérationnelle s'élève à 11,6 millions d'euros (4,8% comprenant l'impact de la CVAE), contre 11,1 millions d'euros (4,5%) au premier semestre 2009.

Les succès commerciaux confirment le renforcement de l'image du Groupe auprès de clients prestigieux, en capitalisant sur notre approche sectorielle, associée à notre industrialisation et notre proximité. On peut citer notamment, l'infogérance de la Nouvelle chaîne pénale (Cassiopée) au profit du Ministère de la Justice et des Libertés. La signature de centres de services pour Orange, Bouygues Telecom et SFR autour du paramétrage des offres. Un niveau d'activité en croissance forte est enregistré dans le secteur Energy-Utilities.

Cette dynamique commerciale a permis en France d'améliorer le ratio des prises de commande par rapport à la facturation en juillet et de constater une hausse significative de notre activité commerciale en quantité et en qualité d'opérations.

Analyse de l'activité à l'international

Espagne

L'Espagne avec un chiffre d'affaires de 33,4 millions d'euros affiche un recul de -9,2% dans un environnement local extrêmement difficile. Sa marge opérationnelle ressort à 0,6 million d'euros contre 1,2 million d'euros au premier semestre 2009.

Le semestre a été marqué néanmoins par une activité commerciale soutenue avec le gain de nouveaux clients tels que la mairie de Madrid.

Portugal

Le Portugal en croissance de 14,7% grâce à une bonne activité monétique et des reventes de logiciels réalise près de 15,2 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Benelux

L'activité du Belux s'est maintenue au même niveau avec 8,7 millions d'euros, entre autres grâce à la pénétration de nouveaux comptes tels que Fortis.

Maroc

Le Maroc, a poursuivi sa croissance organique (7,9%) à 2,4 millions d'euros de chiffre d'affaires pour le premier semestre 2010 en dépit du décalage de plusieurs projets importants.

Canada

Le Canada, avec un chiffre d'affaires de 35,3 millions d'euros est en croissance de 51,8%, mais en recul organique de -6,5% compte tenu de l'acquisition de Fortsum.

Résultats du Groupe

Présentation de l'indicateur de marge principal de l'activité opérationnelle courante du Groupe

L'indicateur principal de marge du Groupe étant le résultat opérationnel courant ajusté des amortissements d'actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises, dénommé la « marge opérationnelle », il a été jugé opportun par le Groupe, afin de faciliter la lecture des comptes, leur analyse et le lien avec la communication financière, de faire apparaître en lecture directe, dans l'état du résultat global consolidé des Etats financiers consolidés, cet agrégat.

Marge opérationnelle

La marge opérationnelle du Groupe s'élève à 18,8 millions d'euros soit 5,6% du chiffre d'affaires, contre 12,3 millions d'euros (3,3% du chiffre d'affaires) au premier semestre 2009, avant prise en compte des cessions des filiales italiennes et allemandes et 14,6 millions d'euros (4,4% du chiffre d'affaires) en les excluant.

Conformément aux recommandations du Syntec, et considérant que cette nouvelle taxe en France était assimilable à un impôt sur les sociétés, le Groupe a comptabilisé la CVAE (contribution à la valeur ajoutée des entreprises) en impôt sur le résultat. Le montant de la CVAE au premier semestre a représenté 3,0 millions d'euros, soit 0,9% du chiffre d'affaires. Sans cet impact réglementaire, le taux de marge opérationnelle au 30 juin 2010 serait de 4,7% à comparer à 4,4% au 30 juin 2009.

France

En France, la marge opérationnelle s'élève à 11,6 millions d'euros (4,8% comprenant l'impact de la CVAE), contre 11,1 millions d'euros (4,5%) au premier semestre 2009.

Ce premier semestre a vu la mise en œuvre du projet de regroupement des sites Ile-de-France du Groupe au sein d'un immeuble unique, porteur de synergies renforcées et d'économies pour le second semestre.

International

A l'International, la marge opérationnelle est en net redressement et s'établit à 7,2 millions d'euros au titre du premier semestre 2010 contre 3,5 millions d'euros au titre du premier semestre 2009, soit une marge opérationnelle courante de 7,5% au titre du premier semestre 2010 contre 4,1% au premier semestre 2009.

Cette bonne performance repose sur les résultats de nos filiales canadiennes, tandis que l'Europe du sud fait face à un contexte économique difficile.

Canada

Au Canada, le taux de marge opérationnelle s'est très significativement amélioré passant de 5,3% au premier semestre 2009 à 16,4% ce semestre, avec une marge opérationnelle de 5,7 millions d'euros, contre 1,2 million d'euros au premier semestre 2009 où le semestre avait été particulièrement décevant. La bonne intégration des activités FORTSUM, et le redressement des activités « solutions d'affaires » expliquent cette performance.

Espagne et Portugal

En Espagne, la marge opérationnelle ressort à 0,6 millions d'euros contre 1,2 million d'euros au premier semestre 2009, passant de 3,4% à 1,8% pour le premier semestre 2010.

Au Portugal, la marge opérationnelle ressort à 0,2 millions d'euros contre 0,4 million d'euros au premier semestre 2009, passant de 2,9% à 1,5% pour le premier semestre 2010.

Autres pays

L'activité du Belux réalise une marge opérationnelle de 0,4 million d'euros contre 0,1 million d'euros l'an dernier grâce notamment au succès de la réorganisation de notre activité luxembourgeoise. La Suisse affiche une marge opérationnelle négative de -0,2 millions d'euros.

Au Maroc, la marge opérationnelle de 0,4 million d'euro est conforme aux attentes du Groupe.

Autres produits et charges opérationnels

Au titre du premier semestre 2010, le Groupe a enregistré -2,1 millions d'euros de dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés, contre -1,3 million d'euros au titre du premier semestre 2009.

Au titre du premier semestre 2010, le Groupe a enregistré -7,6 millions d'euros de produits et charges opérationnels non courants, contre -6,5 millions d'euros au titre du premier semestre 2009. Ces coûts sont principalement relatifs ;

- o aux mesures de restructurations entreprises principalement en France pour 1,8 million d'euros et en Espagne pour 0,9 million d'euros ;
- o à la prise en charges des coûts liés à la réunification sur Saint-Ouen des différents sites d'Ile-de-France pour 4,2 millions d'euros.
- o à la comptabilisation en juste valeur des coûts liés aux droits à actions gratuites attribués, pour 0,3 million d'euros.

Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net et des autres produits et charges financiers s'élève à 3,0 millions d'euros au titre du premier semestre 2010 contre 2,3 million d'euros au titre du premier semestre 2009.

L'augmentation de ce poste est principalement liée à la celle du niveau d'endettement et à celui des taux d'intérêts à court terme observée.

Impôt sur les résultats

La charge d'impôt du Groupe ressort à -1,0 million d'euros contre -1,7 million d'euros au premier semestre 2009.

Cette dernière tient compte d'un produit de 6,9 millions d'euros lié à l'enregistrement d'un impôt différé actif résultant notamment des moins-values fiscales des cessions des filiales allemandes et italiennes.

Résultat net

Avant incidence des activités cédées, le résultat net de l'ensemble consolidé est un bénéfice de 5,1 millions d'euros contre 2,7 millions d'euros sur le premier semestre 2009.

Après incidence des activités cédées, le résultat net de l'ensemble consolidé est un bénéfice de 3,4 millions d'euros contre une perte de -11,0 millions sur le premier semestre 2009.

Mouvements de périmètres

Cessions Italie et Allemagne

Les cessions des secteurs Allemagne et Italie sont intervenues respectivement le 4 mars 2010 et le 6 avril 2010. Compte tenu du caractère certain et quasi-certain de ces deux opérations lors de l'arrêté des comptes au 31 décembre 2009, les actifs et passifs destinés à être cédés ont été évalués à leur juste valeur lors de l'arrêté des comptes au 31 décembre 2009.

En application de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les activités des secteurs Italie et Allemagne sont comptabilisées dans les comptes qui suivent comme des « activités abandonnées ».

Les résultats des activités Italie et Allemagne, en cours de cession, s'élèvent respectivement à -1 163 milliers d'euros et -529 milliers d'euros au titre du 1^{er} semestre 2010.

Situation financière

Investissements

Le Groupe a réalisé 6,2 millions d'euros d'investissements sur le semestre dont principalement :

- 4,0 millions d'euros de frais de développement activés et d'achats de licences correspondant au développement des solutions logicielles du Groupe et à des projets internes ;
- 2,3 millions d'euros d'acquisitions d'immobilisations corporelles nécessaires aux opérations du Groupe.

Les incidences des variations de périmètre incluent notamment :

- les prix de cession des secteurs Italie et Allemagne pour un montant net de 1,7 million d'euros ;
- le paiement des earn-out pour un total de 1,6 million d'euros relatifs aux acquisitions espagnole et canadienne.

Trésorerie dégagée par l'activité

La capacité d'autofinancement s'est améliorée du fait d'une part de la progression du résultat et d'autre part des éléments non cash inclus dans ce résultat. Elle s'élève à 17,5 millions d'euros contre 11,0 millions au premier semestre 2009.

Le besoin en fonds de roulement du Groupe augmente sans surprise de 8,5 millions d'euros. Cette détérioration est naturelle, compte tenu du cycle d'exploitation des activités sur le premier semestre. Cette consommation de trésorerie normative est à comparer à la variation excellente du premier semestre 2009, portant le fruit des efforts d'amélioration du BFR réalisés à l'époque.

Le flux net dégagé par l'activité ressort ainsi à 3,1 millions d'euros contre 22,2 millions au premier semestre 2010.

Endettement net

L'endettement net du Groupe s'élève à 102,9 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 95,1 millions d'euros au 31 décembre 2009. La variation de la dette nette de 7,8 millions d'euros est composée :

- des flux nets de trésorerie générés par l'activité à hauteur de +3,1 millions d'euros
- des investissements à hauteur de -6,2 millions d'euros ;
- des flux nets liés aux opérations de financement, soit principalement des charges d'intérêt et de couverture de la dette pour un montant de -2,9 millions d'euros ;
- ainsi que de l'impact des taux de change sur la dette nette pour -1,7 million d'euro.

EFFECTIFS

Fin juin 2010, les effectifs¹ du Groupe s'élèvent à 9 141 personnes, contre 9 097 personnes fin juin 2009 après retraitement des activités cédées. En France, ils s'élèvent à 6 083 personnes fin juin 2010 contre 5 949 fin juin 2009.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a pas eu d'évolution des transactions avec les parties liées sur la période. Cette information figure en note 18 des comptes semestriels consolidés condensés inclus dans la partie 2 de ce document.

¹ Effectifs y compris sous-traitants

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET DES PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2010

Bien que le chiffre d'affaires de GFI INFORMATIQUE soit, pour une large part, protégé par des contrats cadres et des contrats pluriannuels et que les principaux clients, n'aient pas communiqué de signaux très négatifs, le Groupe reste très attentif à l'évolution de l'environnement économique et financier et suit de très près l'évolution de la situation.

Afin d'anticiper toute modification significative de l'environnement, GFI INFORMATIQUE a mis en œuvre deux types d'actions :

- la mise en place d'un plan de réorganisation stratégique destiné à renforcer les positions du Groupe sur ses marchés et sa capacité à profiter d'une reprise du secteur ;
- une plus grande sélectivité dans le recrutement et un recours à la sous-traitance.

Evolution de la vérification fiscale de GFI INFORMATIQUE

Malgré la contestation vigoureuse faite par GFI INFORMATIQUE lors de la réception de chacune des deux propositions de rectification de l'administration fiscale notifiées en 2007 et 2008, l'administration a confirmé son redressement en émettant un avis de mise en recouvrement en février 2010. La société a depuis porté réclamation et a demandé à bénéficier du sursis de paiement.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Cession de l'activité Conseil et expertise en monétique

La cession de l'activité Conseil et expertise en monétique est autorisée par le Conseil d'Administration du 31 août 2010 et prévue début septembre. Cette activité, non significative au regard du Groupe (chiffre d'affaires au titre de la période : 5 millions d'euros), n'a de ce fait pas été traitée comme une activité abandonnée au sens de la norme IFRS 5 dans les comptes semestriels consolidés condensés inclus dans la partie 2 de ce document.

- 2 -

Comptes semestriels consolidés condensés

période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010



SOMMAIRE

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	12
▶ ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	12
▶ TABLEAUX CONSOLIDES DES FLUX DE TRESORERIE	13
▶ ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	14
▶ VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	15
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES	16
I. INFORMATIONS GENERALES	16
II. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	16
III. FAITS CARACTERISTIQUES ET PERIMETRE DE CONSOLIDATION	17
Présentation de l'indicateur de marge principal de l'activité opérationnelle courante du Groupe	5
Cessions Italie et Allemagne	17
Activation de déficit fiscal en France	18
Autres opérations juridiques	18
Impacts des variations de périmètre	18
Liste des sociétés consolidées	19
IV. NOTES SUR L'ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	20
NOTE 1 : Ecarts d'acquisition	20
NOTE 2 : Autres immobilisations incorporelles	21
NOTE 3 : Capitaux propres	21
NOTE 4 : Endettement, part à long terme	22
NOTE 5 : Provisions non courantes	22
NOTE 6 : Autres passifs financiers non courants et courants	23
NOTE 7 : Provisions courantes	23
NOTE 8 : Endettement, part à court terme	24
V. NOTES SUR L'ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	25
NOTE 9 : Chiffre d'affaires	25
NOTE 10 : Charges de personnel et effectifs	25
NOTE 11 : Résultat opérationnel	26
NOTE 12 : Coût de l'endettement financier net	26
NOTE 13 : Autres produits et charges financiers	27
NOTE 14 : Impôts sur les résultats	27
VI. INFORMATIONS SECTORIELLES	29
NOTE 15 : Information sectorielle	29
VII. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	30
NOTE 16 : Engagements hors bilan	30
NOTE 17 : Evénements postérieurs	31
NOTE 18 : Informations relatives aux parties liées	32
NOTE 19 : Objectifs et politique de gestion des risques financiers	32
NOTE 20 : Application IFRS 5, tableaux de passage	33

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

► ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

RESULTAT

(en milliers d'euros)		30.06.10	30.06.09 retraité
Chiffre d'affaires net	note 9	336 826	333 297
Achats et charges externes		-73 885	-77 092
Impôts, taxes et versements assimilés		-4 636	-7 475
Charges de personnel	note 10	-237 470	-231 602
Dotations aux amortissements (hors actifs incorporels affectés)	note 11	-3 842	-3 565
Autres produits et charges opérationnels courants		1 808	987
MARGE OPERATIONNELLE	note 11	18 801	14 550
Marge opérationnelle en %		5,6%	4,4%
Dotation aux amortissements des actifs incorporels affectés	note 11	-2 089	-1 295
Restructurations	note 11	-2 741	-3 546
Résultat des cessions et liquidations		0	890
Dépréciation des écarts d'acquisition		0	0
Autres produits et charges opérationnels	note 11	-4 862	-3 852
RESULTAT OPERATIONNEL		9 109	6 747
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		7	35
Coût de l'endettement financier brut		-2 161	-1 489
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	note 12	-2 154	-1 454
Autres produits et charges financiers	note 13	-811	-858
Impôts sur les résultats	note 14	-1 035	-1 727
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES		5 109	2 708
Résultat des activités abandonnées		-1 692	-13 659
Résultat des sociétés intégrées par mise en équivalence		0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		3 417	-10 951
dont part du Groupe		2 584	-10 951
dont part des minoritaires		833	0
RESULTAT DE BASE PAR ACTION (part du Groupe, avant résultat des activités abandonnées)			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		54 293 742	54 293 742
Résultat par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (en euros)		0,08	0,05
RESULTAT DILUE PAR ACTION (part du Groupe, avant résultat des activités abandonnées)			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		54 293 742	54 293 742
Nombre moyen d'actions gratuites susceptibles d'être attribuées		399 456	0
Nombre moyen de titres autodétenus		-379 788	-478 870
Nombre moyen d'actions dilué		54 313 411	53 814 873
Résultat dilué par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (en euros)		0,08	0,05

AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

		30.06.10	30.06.09 retraité
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		3 417	-10 951
Variation des écarts actuariels		0	0
Variation des instruments de couverture		297	-265
Différences de conversion enregistrées en capitaux propres		4 195	0
Résultat global reconnu en capitaux propres		4 492	-265
RESULTAT GLOBAL		7 909	-11 216
dont part du Groupe		7 076	-11 216
dont part des minoritaires		833	0

► TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	30.06.10	30.06.09 retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé avant résultat des activités abandonnées	5 109	2 708
Résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	8 542	5 401
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur	-404	-512
Plus ou moins-values nettes de cessions d'actifs	183	74
Profils et pertes de dilution	0	-896
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	13 430	6 775
Coût de l'endettement financier net (retraité des variations de juste valeur)	2 006	1 414
Coût des swap	1 016	1 078
Charge d'impôt	1 035	1 727
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	17 487	10 994
Impôt versé	-5 909	-1 572
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité	-8 490	12 830
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	3 088	22 252
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	-4 039	-2 202
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	-2 341	-1 703
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	96	139
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-1	15
+/- Incidences des variations de périmètre	62	-20 169
+/- Variations des prêts et avances consenties	3	5
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-6 220	-23 915
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
• Versées par les actionnaires de la société mère	0	0
• Versées par les minoritaires des sociétés intégrées	0	6 855
+/- Rachats et reventes d'actions propres	27	681
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		
• Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	-11 862
• Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0
+/- Souscription et remboursements d'emprunts	-8 341	-808
+/- Variation du tirage sur créances affacturées	22 015	9 973
- Intérêts financiers versés	-1 869	-1 502
- Coût des swap	-1 016	-1 078
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	10 816	2 259
+/- Incidence des variations de cours des devises	1 312	112
VARIATION DE TRÉSORERIE HORS ACTIVITÉS ABANDONNÉES	8 996	708
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES	-5 058	-6 490
VARIATION DE TRÉSORERIE	3 938	-5 782

La variation de trésorerie nette présentée ci-dessus, ainsi que l'endettement net du Groupe se détaillent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.09	Variations	30.06.10
Valeurs mobilières de placement	808	35	843
Disponibilités	14 860	3 770	18 630
Concours bancaires courants	-23 176	5 191	-17 985
Trésorerie nette	-7 508	8 996	1 488
Endettement, part à long terme	-67 469	5 847	-61 622
Emprunts auprès des établissements de crédit, part à court terme	-17 301	-453	-17 754
Autres dettes financières à court terme	-2 823	-22 200	-25 023
Endettement financier brut	-87 593	-16 806	-104 399
Endettement financier net	-95 101	-7 810	-102 911

► ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(en milliers d'euros)		30.06.10	31.12.09
ACTIF			
Ecart d'acquisition	<i>note 1</i>	216 152	209 940
Autres immobilisations incorporelles		43 382	40 043
Immobilisations corporelles		9 895	9 962
Actifs financiers non courants		2 762	2 603
Impôts différés actifs	<i>note 14</i>	10 049	5 272
Autres actifs financiers non courants		0	0
ACTIFS NON COURANTS		282 240	267 820
Stocks de marchandises		1 773	2 708
Clients et comptes rattachés		217 937	210 284
Autres créances		23 907	27 396
Charges constatées d'avance		7 973	6 562
Trésorerie et équivalents de trésorerie		19 473	15 668
ACTIFS COURANTS		271 063	262 618
ACTIFS DESTINES A LA VENTE		21	41 659
TOTAL ACTIF		553 324	572 097
(en milliers d'euros)			
PASSIF			
Capital		108 588	108 588
Primes		36 190	86 178
Réserves consolidées		14 829	22 742
Résultat consolidé de l'exercice		2 584	-57 778
Autres		-3 509	-4 216
Réserves de conversion		8 992	1 399
CAPITAUX PROPRES, Part du groupe		167 674	156 913
Intérêts minoritaires		3 270	2 069
CAPITAUX PROPRES		170 944	158 982
Endettement, part à long terme	<i>note 4</i>	61 622	67 469
Impôts différés passifs	<i>note 14</i>	2 472	1 967
Provisions non courantes	<i>note 5</i>	19 185	8 777
Autres passifs financiers non courants	<i>note 6</i>	0	906
PASSIFS NON COURANTS		83 279	79 119
Provisions courantes	<i>note 7</i>	8 502	16 264
Endettement, part à court terme	<i>note 8</i>	60 762	43 299
Passifs financiers courants		1 420	2 144
Autres passifs financiers courants	<i>note 6</i>	7 662	7 921
Fournisseurs		43 203	49 904
Dettes fiscales et sociales		127 849	130 454
Autres passifs courants		9 016	10 447
Produits constatés d'avance		39 945	33 555
PASSIFS COURANTS		298 359	293 988
PASSIF DESTINES A LA VENTE		742	40 008
TOTAL PASSIF		553 324	572 097

► VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Réserves groupe	Résultat de l'exercice	Titres de l'entreprise consolidante	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	Réserve de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts mino-ritaires	Capitaux propres totaux
Situation au 31 décembre 2008 retraité	108 588	86 178	20 427	14 028	-1 750	-2 653	-2 463	222 355	2 389	224 744
Résultat premier semestre 2009				-10 951				-10 951	0	-10 951
Résultat global reconnu en capitaux propres	0	0	0	0	0	-265	0	-265	0	-265
Résultat global	0	0	0	-10 951	0	-265	0	-11 216	0	-11 216
Affectation du résultat 2008 retraité			14 028	-14 028				0		0
Dividendes versés			-11 862					-11 862		-11 862
Titres de l'entreprise consolidante			-162		843			681		681
Valorisation des paiements en actions			0			0		0		0
Variation de périmètre								0	-4 792	-4 792
Variation de la réserve de conversion							1 084	1 084	170	1 254
Situation au 30 juin 2009 retraité	108 588	86 178	22 431	-10 951	-907	-2 918	-1 379	201 042	-2 233	198 809
Résultat du second semestre 2009				-46 827				-46 827	1 199	-45 628
Résultat global reconnu en capitaux propres	0	0	0	0	0	-88	0	-88	0	-88
Résultat global	0	0	0	-46 827	0	-88	0	-46 915	1 199	-45 716
Titres de l'entreprise consolidante			311		-335			-24		-24
Dividendes versés								0	86	86
Valorisation des paiements en actions			0			32		32		32
Variation de périmètre								0	2 935	2 935
Variation de la réserve de conversion							2 778	2 778	82	2 860
Situation au 31 décembre 2009	108 588	86 178	22 742	-57 778	-1 242	-2 974	1 399	156 913	2 069	158 982
Résultat premier semestre 2010				2 584				2 584	833	3 417
Résultat global reconnu en capitaux propres	0	0	0	0	0	297	4 195	4 492	0	4 492
Résultat global	0	0	0	2 584	0	297	4 195	7 076	833	7 909
Affectation du résultat 2009		-49 988	-7 790	57 778				0		0
Titres de l'entreprise consolidante			-123		150			27		27
Valorisation des paiements en actions						260		260		260
Variation de périmètre								0	-20	-20
Variation de la réserve de conversion							3 398	3 398	388	3 786
Situation au 30 juin 2010	108 588	36 190	14 829	2 584	-1 092	-2 417	8 992	167 674	3 270	170 944

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES

I. INFORMATIONS GENERALES

GFI INFORMATIQUE S.A. est la société mère d'un Groupe international de services en technologies de l'information.

GFI INFORMATIQUE met au service de ses clients son savoir-faire structuré en cinq branches : Conseil, Application services, Infrastructure services, Software, Entreprise services. Dans le cadre de l'industrialisation de ses lignes d'activité, le Groupe dispose de 11 centres d'expertises, de 2 centres de services nationaux et de 3 centres off-shore.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2010 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 31 août 2010.

II. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Normes comptables appliquées

Les comptes consolidés du Groupe GFI Informatique sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 30 juin 2010 telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés du Groupe GFI Informatique, il n'y a pas de divergences entre le référentiel approuvé par l'Union Européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2010 sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers du 31 décembre 2009.

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2009, à l'exception des évolutions normatives mentionnées qui concernent IFRS 3 (Révisée) : *Regroupement d'entreprise* et IAS 27 (révisée) : *Etats financiers consolidés et individuels*.

Les modifications apportées à la norme IFRS 3 sont d'application prospective et sont donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1er janvier 2010. Les amendements apportés à la norme IAS 27 sont rétroactifs, à l'exception notamment des dispositions relatives à la modification du pourcentage d'intérêts dans une filiale sans perte de contrôle et à l'attribution du résultat global aux intérêts ne donnant pas le contrôle. L'application de ces normes est sans impact sur la période.

Par ailleurs, l'adoption par l'Union Européenne des normes et interprétations suivantes est sans impact sur les états financiers du Groupe :

- Amélioration des IFRS : norme publiée en avril 2009 ;
- Amendements d'IFRS 5 : Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ;
- Amendement d'IAS 32 : Classement des émissions de droits ;
- Amendements d'IFRS 2 : Transactions de groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie ;
- Amendement d'IAS 39 : Instruments financiers : comptabilisation et évaluation - éléments éligibles à la comptabilité de couverture ;

- IFRIC 12 : Accord de concession de services ;
- IFRIC 15 : Accords pour la construction d'un bien immobilier ;
- IFRIC 16 : Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger ;
- IFRIC 17 : Distributions d'actifs non monétaires aux propriétaires ;
- IFRIC 18 : Transferts d'actifs provenant de clients.

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB et dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts après le 1er janvier 2010.

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2010, notamment les amendements d'IAS 32 « Classement des émissions de droits » qui entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} février 2010.

- - -

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables et hypothèses déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés concernent notamment l'évaluation des engagements en matière de retraite, les tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition et les provisions pour risques et charges.

III. FAITS CARACTERISTIQUES ET PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Présentation de l'indicateur de marge principal de l'activité opérationnelle courante du Groupe

L'indicateur principal de marge du Groupe étant le résultat opérationnel courant ajusté des amortissements d'actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises, dénommé la « marge opérationnelle », il a été jugé opportun par le Groupe, afin de faciliter la lecture des comptes, leur analyse et le lien avec la communication financière, de faire apparaître en lecture directe, dans l'état du résultat global consolidé, cet agrégat.

Le résultat opérationnel courant est composé de la marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés. Afin de ne pas alourdir la présentation des comptes, cet agrégat n'est pas directement présenté dans l'état du résultat global consolidé.

Cessions Italie et Allemagne

Les cessions des secteurs Allemagne et Italie sont intervenues respectivement le 4 mars 2010 et le 6 avril 2010. Compte tenu du caractère certain et quasi-certain de ces deux opérations lors de l'arrêté des comptes au 31 décembre 2009, les actifs et passifs destinés à être cédés ont été évalués à leur juste valeur lors de l'arrêté des comptes au 31 décembre 2009.

En application de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les activités des secteurs Italie et Allemagne sont comptabilisées dans les comptes qui suivent comme des « activités abandonnées ».

Notamment ;

- dans l'état du résultat global consolidé, l'ensemble des produits et des charges liées sont regroupés sur une seule ligne « résultat des activités abandonnées » sur les premiers semestres 2010 et 2009 ;
- dans l'état de la situation financière consolidée, l'ensemble des actifs et des passifs liés sont présentés sur une seule ligne à l'actif et une seule ligne au passif des comptes arrêtés au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009 ;
- dans le tableau des flux de trésorerie, les flux liés sont présentés sur une seule ligne « flux de trésorerie des activités abandonnées » sur les premiers semestres 2010 et 2009.

En Italie, la société résiduelle THETA SISTEMI est actuellement en cours de liquidation. Elle est présentée comme une activité abandonnée au sens de la norme IFRS 5 dans les présents états financiers.

Les résultats des activités Italie et Allemagne, en cours de cession, s'élèvent respectivement à -1 163 milliers d'euros et -529 milliers d'euros au titre du 1^{er} semestre 2010.

L'impact de la présentation de ces éléments de résultat sur une seule ligne dans l'état du résultat global est présenté en NOTE 20 : Application IFRS 5, tableaux de passage.

Les résultats des activités abandonnées par action (résultat de base et résultat dilué) sont présentés ci-dessous.

	30.06.10	30.06.09 retraité
Résultat des activités abandonnées (en milliers d'euros)	-1 692	-13 659
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	54 293 742	54 293 742
Résultat par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (en euros)	-0,03	-0,25
Nombre moyen d'actions dilué	54 313 411	53 814 873
Résultat dilué par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (en euros)	-0,03	-0,25

Activation de déficit fiscal en France

Le groupe d'intégration fiscal dont la mère est GFI Informatique a dégagé une perte significative sur la période de -32 millions d'euros liée notamment aux opérations de cessions intervenues au premier semestre 2010.

Compte tenu des perspectives de consommation à moyen terme de ce déficit fiscal en France, par GFI Informatique S.A. et les autres filiales fiscalement intégrées au périmètre, le Groupe a décidé d'activer dans les Etats Financiers Consolidés ce déficit à hauteur de 20 millions d'euros en base, dégageant ainsi un produit d'impôt différé de 6,9 millions d'euros (Cf. « NOTE 14 : Impôts sur les résultats »).

Autres opérations juridiques

Les deux filiales portugaises suivantes ont été fusionnées en date du 29 février 2010 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2010 dans la société GFI SERVICES :

- GFI INNOVATION TECNOLOGIAS DE INFORMAÇÃO (ex-NETUAL) ;
- GFI SOLUTIONS.

Les sociétés suivantes ont été liquidées au cours de la période:

- THETA SISTEMI, en Italie ;
- CALLEO SWITZERLAND AG et CALLEO GROUP AG, en Suisse.

Impacts des variations de périmètre

Il n'y a pas eu de modifications significatives du périmètre de consolidation au titre de la période.

A titre indicatif, les impacts chiffrés comparatifs sur les périodes des 1^{ers} semestres 2009 et 2010 de la contribution des sociétés entrées dans le périmètre en fin de premier semestre 2009 (Groupe FORSTUM) sont présentés ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Chiffre d'affaires opérationnelle	Marge
1 ^{er} semestre 2009	2 295	502
1 ^{er} semestre 2010	11 691	3 174

L'impact de ces opérations sur les états financiers du Groupe étant inférieur au seuil de 25% défini par l'AMF, il n'a pas été établi de comptes pro-forma.

Liste des sociétés consolidées

Il n'y a pas eu, sur le 1^{er} semestre 2010, de changements significatifs de périmètre en dehors de ceux précédemment présentés. La liste des sociétés consolidées est présentée dans les Etats Financiers Consolidés du Groupe au 31 décembre 2009.

Evolution du périmètre

Cf. « NOTE 17 : Evénements postérieurs ».

IV. NOTES SUR L'ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

NOTE 1 : ECARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
31 décembre 2009	223 896	13 956	209 940
Acquisitions			0
Compléments de prix	-618		-618
Cessions			0
Dépréciations de la période			0
Ecart de change	7 467	637	6 830
30 juin 2010	230 745	14 593	216 152

Au 30 juin 2010, les soldes dus au titre des engagements fermes d'acquisition et des compléments de prix relatifs aux prises de participation sont évalués à 7 662 milliers d'euros et sont constatés en passifs financiers courants et non courants, en fonction de leurs échéances (cf. NOTE 6 : « Autres passifs financiers non courants et courants »).

Les UGT correspondent à des ensembles homogènes générant des flux de trésorerie identifiables. Elles sont basées sur des critères géographiques en premier lieu, tels que ceux retenus dans le cadre de l'information sectorielle puis dans le cas de la France, sur des critères de branche d'activité. On distingue ainsi en France cinq UGT distinctes.

La méthode d'évaluation retenue pour la détermination des valeurs d'usage est celle des flux de trésorerie futurs actualisés.

Les prévisions d'activité sont basées, pour les principales sociétés opérationnelles, sur les budgets d'exploitation arrêtés par la Direction pour l'exercice 2010 avec des taux de croissance pour les années 2011 à 2014 compris entre 1% et 6% pour les UGT françaises, entre 5% et 7% pour les UGT d'Europe du Sud (Espagne et Portugal) et entre 5% et 8% pour celles d'Europe du Nord (Suisse et Benelux) et du Canada.

Le taux d'actualisation retenu s'élève à 10,0%. Le taux de croissance à l'infini est fixé à 3%. La combinaison de ces deux paramètres correspond aux valeurs usuellement retenues dans le secteur. Les risques spécifiques à certaines UGT sont intégrés dans les hypothèses de flux de trésorerie.

Les UGT ou groupe d'UGT (regroupement de certaines UGT opéré à compter du 1^{er} janvier 2010) pour lesquels des indices de perte de valeur ont été constatés au titre de la période ont donné lieu à des tests d'évaluation au 30 juin 2010. Compte tenu des hypothèses retenues en termes de rentabilité et de besoin en fonds de roulement d'exploitation, aucune dépréciation n'a été constatée au 30 juin 2010.

NOTE 2 : AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)			30.06.10	31.12.09
	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Logiciels acquis	9 708	8 059	1 649	1 620
Logiciels créés	6 464	2 307	4 157	4 660
Frais de développement	27 732	10 002	17 730	14 617
Relations clientèle	29 857	10 011	19 846	19 146
Total	73 761	30 379	43 382	40 043

Les logiciels acquis correspondent aux licences d'exploitation des logiciels et progiciels informatiques acquises. Les logiciels créés correspondent aux frais afférents au projet ERP pour le Groupe (projet THESEUS).

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
31 décembre 2009	65 551	25 508	40 043
Immobilisations acquises	527		527
Immobilisations générées en interne	3 512		3 512
Immobilisations cédées et mises au rebut	-230	-55	-175
Amortissements de la période		3 954	-3 954
Ecart de change	4 401	972	3 429
30 juin 2010	73 761	30 379	43 382

Les immobilisations générées en interne représentent les frais de développement activés dans le cadre de l'activité « Edition de progiciels » du Groupe.

NOTE 3 : CAPITAUX PROPRES

L'état des variations des capitaux propres est présenté dans la première partie des états financiers consolidés.

Évolution du capital social

Le capital est composé au 30 juin 2010 comme au 31 décembre 2009 de 54 293 742 actions de 2 euros de valeur nominale et s'élève ainsi à 108 587 484 euros.

Au 30 juin 2010, le nombre total d'actions dont l'émission a été autorisée par l'Assemblée Générale des actionnaires et pour lesquelles l'autorisation n'a pas été utilisée est de 22 029 374 actions.

Opération sur les titres autodétenus

La rubrique « Titres de l'entreprise consolidante » représentait 378 099 titres au 31 décembre 2009, valorisés à 1 242 milliers d'euros. Au cours de la période, l'acquisition de 500 777 titres d'autocontrôle au prix moyen de 2,90 euros par titre ainsi que la cession de 497 400 titres d'autocontrôle ont porté ce nombre de titres à 381 476 au 30 juin 2010. Ces titres représentent 0,7% du nombre total d'actions en circulation au 30 juin 2010.

Dividendes

L'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2010 n'a pas voté de versement de dividendes en 2010 dans le cadre de l'affectation des résultats 2009.

Le dividende versé au titre de l'exercice précédent s'élevait à 0,22 centimes d'euros par action, soit un montant total de 11 862 milliers d'euros.

NOTE 4 : ENDETTEMENT, PART A LONG TERME

(en milliers d'euros)	30.06.10	31.12.09	échéances			
			juin-12	juin-13	juin-14	juin-15
Emprunts auprès des établissements de crédit	61 202	67 111	28 796	13 017	12 962	6 427
Dettes de crédit-bail, part à long terme	420	358	230	108	82	0
Total	61 622	67 469	29 026	13 125	13 044	6 427

Les dettes financières à long terme font l'objet de couvertures en taux d'intérêt.

NOTE 5 : PROVISIONS NON COURANTES

(en milliers d'euros)	31.12.09	Passifs destinés à la vente	Augmentations	Diminutions	Variation des écarts actuariels	Reclassement	30.06.10
Indemnités de départ à la retraite	8 777	0	747	-91	0		9 433
Litige fiscal						9 752	9 752
Total	8 777	0	747	-91	0	9 752	19 185

Les provisions non courantes concernent les indemnités de départ en retraite en France, ainsi que la provision liée à la vérification fiscale de GFI Informatique.

Indemnité de départ à la retraite

Les indemnités légales et conventionnelles sont provisionnées pour chacun des salariés du Groupe présent en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément à IAS 19.

Le montant total de l'engagement actualisé du Groupe en matière de retraite en France se décompose de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	
Provision pour indemnités de départ en retraite au 31 décembre 2009	8 777
Entrées de périmètre	0
Coûts des services rendus au cours de la période	490
Coût financier	234
Effet de toute réduction ou liquidation	-91
Coûts des services passés pris en charge de la période	23
Variations des écarts actuariels	0
Provision pour indemnités de départ en retraite au 30 juin 2010	9 433

La modification de la Convention Collective Nationale du SYNTEC en 2004 a généré un coût total des services passés de 1 219 milliers d'euros. Le solde du coût des services passés non comptabilisé en résultat au 30 juin 2010 s'élève à 943 milliers d'euros.

L'évolution de l'engagement de retraite du Groupe se détaille de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	30.06.10	31.12.09
- Provision pour indemnités de départ en retraite	9 433	8 777
- Coût net des services passés	943	966
Engagement total du Groupe en matière de retraite	10 376	9 743

Risques fiscaux

Les redressements notifiés en 2007 et 2008 concernent la remise en cause de l'exonération de TVA sur certaines livraisons intracommunautaires, et portent sur une somme globale de 8,5 millions d'euros, auquel il convient d'ajouter les intérêts de retard pour 1,3 million d'euros, ainsi que les majorations de 40% pour manquements délibérés soit 3,4 millions d'euros, soit un total, intérêts et majorations compris de 13,2 millions d'euros.

GFI Informatique a contesté vigoureusement les propositions de rectification et a fait les différents recours hiérarchiques durant toute l'année 2009. Au stade actuel du dossier, l'administration a confirmé sa position et émis un avis de mise en recouvrement, rendant nécessaire pour GFI Informatique le provisionnement des redressements (hors pénalités), soit un montant de 9 752 milliers d'euros qui a été comptabilisé en 'Autres charges et produits opérationnels' dans les comptes de l'exercice 2009.

GFI Informatique considère toujours que ces redressements ne sont pas justifiés, ni en droit, ni en fait et a engagé la défense de sa position devant les juridictions compétentes.

Ce redressement constitue le principal élément provisionné au titre des risques fiscaux.

La mise en recouvrement a été reçue début février 2010. GFI Informatique a demandé un sursis en paiement, accepté par l'Administration sous condition de garantie. Il est prévu de donner en nantissement les titres d'une des filiales du Groupe, le processus est actuellement en cours. Dans ce contexte, la provision correspondante a été reclassée du poste « Provision courante » au poste « Provision non courante », au cours de la période.

NOTE 6 : AUTRES PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS ET COURANTS

Les autres passifs financiers non courants et courants regroupent les dettes liées aux acquisitions de titres consolidés qui comprennent les provisions relatives aux compléments de prix calculés au 30 juin 2010. Ces compléments de prix portent sur les performances réalisées par les sociétés.

(en milliers d'euros)	30.06.10	31.12.09
Autres passifs financiers non courants	0	906
Autres passifs financiers courants	7 662	7 921
	7 662	8 827

NOTE 7 : PROVISIONS COURANTES

(en milliers d'euros)	31.12.09	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres	30.06.10
Prud'hommes	1 598		552	-893		1 257
Réorganisations et restructurations engagées	557		18	-426		149
Litiges	2 585		76	-58		2 603
Risques fiscaux et sociaux	10 564		11	-332	-9 752	491
Autres	960		3 762	-724	4	4 002
Total	16 264	0	4 419	-2 433	-9 748	8 502

Provisions prud'hommes, réorganisations et restructurations engagées

Les dotations et reprises pour risques prud'homaux et réorganisation concernent pour l'essentiel :

- la France ;
- le Benelux ;
- et l'Espagne ;

pour des montants nets respectifs de -425 milliers d'euros, -176 milliers d'euros et -148 milliers d'euros.

Litiges

Dans le cadre d'un litige commercial avec un client, une condamnation est intervenue en mars 2009, à la suite d'une procédure judiciaire initiée depuis plusieurs années. Cette condamnation a donné lieu à la comptabilisation d'une provision s'élevant à 1,7 million d'euros dans les comptes de l'exercice 2009, elle constitue le principal élément provisionné au titre des litiges.

Risques fiscaux

Cf. « NOTE 5 : Provisions non courantes ».

Les augmentations et diminutions se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Augmentations			Total	Diminutions			Total	dont sans objet
	Opérationnelle courante	Opérationnelle non courante	Financière		Opérationnelle courante	Opérationnelle non courante	Financière		
Prud'hommes	0	552	0	552	0	-893	0	-893	-38
Réorganisations et restructurations engagées	0	18	0	18	0	-426	0	-426	-9
Litiges	0	76	0	76	0	-58	0	-58	0
Risques fiscaux et sociaux	11	0	0	11	-332	0	0	-332	-325
Autres	330	3 400	32	3 762	-724	0	0	-724	-42
Total	341	4 046	32	4 419	-1 056	-1 377	0	-2 433	-414

NOTE 8 : ENDETTEMENT, PART A COURT TERME

(en milliers d'euros)	30.06.10	31.12.09
Emprunts auprès des établissements de crédit, part à court terme	17 754	17 301
Dettes de crédit-bail, part à court terme	309	260
Concours bancaires courants	17 985	23 176
Tirages sur créances affacturées	24 478	2 463
Intérêts courus non échus sur emprunts et dettes financières diverses	236	99
Total	60 762	43 299

Les emprunts auprès des établissements de crédit à court terme disposent de couvertures en taux d'intérêt.

V. NOTES SUR L'ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

NOTE 9 : CHIFFRE D'AFFAIRES

1 – Evolution de la répartition géographique du chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	30.06.10	30.06.09 retraité
France	241 373 72%	248 350 75%
Europe du Sud	48 568 14%	49 997 15%
Espagne	33 414 69%	36 789 74%
Portugal	15 154 31%	13 208 26%
Europe du Nord	9 178 3%	9 464 3%
Benelux	8 727 95%	8 756 93%
Suisse	451 5%	708 7%
Hors Europe	37 707 11%	25 486 7%
Canada	35 276 94%	23 234 91%
Maroc	2 431 6%	2 252 9%
Total	336 826 100%	333 297 100%

Pour mémoire, les chiffre d'affaires des activités abandonnées des 1ers semestres 2010 et 2009 sont présentés au niveau de la ligne « résultat des activités abandonnées », ils se détaillent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	30.06.10	30.06.09
Italie	10 616	22 394
Allemagne	3 485	11 334
Activités abandonnées	14 101	33 728

NOTE 10 : CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

(en milliers d'euros)	30.06.10	30.06.09 retraité
Rémunérations du personnel	169 710	164 533
Charges sociales	67 243	66 421
Participation et intéressement	517	648
Total	237 470	231 602

L'effectif moyen du Groupe, hors effectif des activités abandonnées, est le suivant :

Effectif moyen	30.06.10	30.06.09 retraité
Cadres	7 617	7 543
Employés, techniciens, agents de maîtrise	1 344	1 331
Total	8 961	8 875

Les avantages au personnel provisionnés sont présentés dans la note afférente aux « Provisions non courantes ».

NOTE 11 : RESULTAT OPERATIONNEL

Marge opérationnelle

Cf. paragraphe « Présentation de l'indicateur de marge principal de l'activité opérationnelle courante du Groupe » de la partie « III. FAITS CARACTERISTIQUES ET PERIMETRE DE CONSOLIDATION »).

Amortissement des actifs

La charge totale d'amortissement des actifs du Groupe s'élève à 5 931 milliers d'euros. Elle est présentée sur deux lignes afin d'isoler les éléments liés aux regroupements d'entreprise (Cf. paragraphe « Présentation de l'indicateur de marge principal de l'activité opérationnelle courante du Groupe » de la partie « III. FAITS CARACTERISTIQUES ET PERIMETRE DE CONSOLIDATION »). Les actifs incorporels affectés sont constitués des « Relations clientèle ».

Restructurations

Les charges de restructuration comprises dans le résultat opérationnel concernent principalement la France et l'Espagne pour des montants respectifs de -1 774 milliers d'euros et -897 milliers d'euros.

Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	30.06.10
Déménagement	-4 246
Actions gratuites	-260
Autres	-356
Total	-4 862

Regroupement des sites en Ile-de-France

Le regroupement de l'ensemble des collaborateurs d'Ile-de-France sur un seul site situé à Saint Ouen en Seine Saint-Denis est en cours, les déménagements des différents sites ont été initialisés fin juin et se poursuivront au cours du troisième trimestre 2010. Les coûts exceptionnels liés ont été constatés pour un montant de 4.246 milliers d'euros. Ils comprennent notamment les loyers restant dus sur les fin de baux, hors éventuels produits à percevoir des sous-locations, ainsi que les coûts de remise en état des locaux liés.

Actions gratuites

Le Conseil d'administration du 9 décembre 2009 a attribué des droits à actions gratuites au profit des salariés et dirigeants des sociétés du Groupe. Les actions seront acquises aux bénéficiaires à l'issue d'une période d'acquisition minimale de deux ans et sous des conditions de performances du Groupe. Le nombre maximal d'actions gratuites attribuées sera de 584 000. La juste valeur des actions à la date d'attribution s'élève à 4,37 euros et, compte tenu de la probabilité d'atteinte des conditions de performances, la charge de la période s'élève à 260 milliers d'euros.

NOTE 12 : COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)	30.06.10	30.06.09 retraité
Plus-values sur cession de VMP	6	35
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6	35
Charges d'intérêt	-1 730	-1 323
Variation de juste valeur des emprunts	-148	-40
Charges d'intérêt liées à l'affacturage	-282	-126
Coût de l'endettement financier	-2 160	-1 489
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-2 154	-1 454

NOTE 13 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(en milliers d'euros)	30.06.10	30.06.09 retraité
Gains de change	25	1
Pertes de change	-141	-124
Variation de valeur des instruments financiers	427	549
Effet des actualisations	125	0
Coût financier des engagements envers le personnel	-234	-238
Dépréciations	-32	0
Autres produits financiers (SWAP et autres)	60	39
Autres charges financières (SWAP et autres)	-1 041	-1 085
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	-811	-858

NOTE 14 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

Traitement comptable de la CET

En France, la loi de finances pour 2010 a supprimé l'assujettissement des entités fiscales à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par la CET (Contribution Economique Territoriale) composée de deux contributions distinctes : la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) et la CFE (Cotisation Foncière des Entreprises). A la suite de ce changement, le Groupe considère que ces deux nouvelles contributions sont de natures différentes :

- La CFE, dont le montant est fonction des valeurs locatives foncières est comptabilisée en charge opérationnelle courante ;
- La CVAE, qui selon l'analyse du Groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12 est comptabilisée en impôt sur le résultat, pour un montant de 3,0 millions d'euros au titre de la période.

Activation de déficit fiscal

Cf. paragraphe « Activation de déficit fiscal en France » de la partie « III. FAITS CARACTERISTIQUES ET PERIMETRE DE CONSOLIDATION ».

Rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectif

Le rapprochement entre la charge d'impôt et le produit du bénéfice comptable multiplié par le taux d'impôt applicable est le suivant :

(en milliers d'euros)	30.06.10	30.06.09 retraité
Résultat* avant impôt sur les sociétés	6 144	4 435
Impôt théorique	2 115	1 527
Reports déficitaires non activés	4 767	1 019
Utilisation de reports déficitaires non activés précédemment	-272	-1 014
Effet des différences fiscales sur retraitements de consolidation	-7 843	-359
Effet des différences fiscales permanentes	-692	255
Impact des dépréciations d'écarts d'acquisition	0	0
Impact des variations de taux d'impôt	-334	-348
Impact net d'impôt de la CVAE	1 963	na
Autres	1 331	647
TOTAL Impôt	1 035	1 727
Dont :		
Impôts courants	5 909	1 572
Impôts différés	-4 874	155
Taux d'impôt réel	16,8%	38,9%

* Hors résultat des sociétés mises en équivalence et résultat des activités abandonnées

Intégration fiscale

En France, le périmètre d'intégration fiscale de GFI Informatique au 30 juin 2010 comprend 17 sociétés. Au titre de la période, l'option pour l'intégration fiscale a généré un gain d'impôt de 1 482 milliers d'euros pour le Groupe.

Impôts différés

Au 30 juin 2010, les sources d'impôt différé sont les suivantes en France et à l'international.

(en milliers d'euros)	31.12.09	Variations de périmètre	Impact des variations de taux d'impôt	Autres et Ecart de conversion	Impact sur le résultat	30.06.10
Différences temporaires issues des déclarations fiscales						
• Différences temporaires fiscales (participation des salariés, participation à l'effort de construction et organic)	1 021	0	0	0	11	1 032
• Contrôle fiscal, provisions réintégréées non taxables ultérieurement	3 358				-2 927	431
• Autres différences temporaires fiscales	1 330	0	0	0	-38	1 293
Différences liées aux retraitements en consolidation						
• Reports déficitaires activés	1 419	0	0	0	6 778	8 196
• Immobilisations générées en interne et fiscalité liée	-4 890	0	0	0	-200	-5 091
• Provision pour indemnités de départ à la retraite	2 747	0	0	0	226	2 973
• Relations clientèle	-1 196	0	0	0	263	-934
• Autres différences	-390	0	0	0	1 277	887
Impôts différés France	3 398	0	0	0	5 389	8 787
• Différences temporaires fiscales	-1 210			-242	-426	-1 878
• Reports déficitaires activés	1 407			17	-179	1 245
• Autres différences	-290	-320		-55	88	-577
Impôts différés International	-93	-320	0	-280	-517	-1 210
Total Impôts différés nets	3 305	-320	0	-280	4 872	7 577
dont						
Impôts différés actifs	5 272					10 049
Impôts différés passifs	-1 967					-2 472

VI. INFORMATIONS SECTORIELLES

NOTE 15 : INFORMATION SECTORIELLE

Compte de résultat

Les produits sectoriels et les résultats par zone géographique de la période se présentent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	30.06.10 IFRS 5	France	Espagne	Portugal	Benelux	Suisse	Canada	Maroc	Italie	Allema- gne
Chiffre d'affaires net	336 826	241 373	33 414	15 154	8 727	451	35 276	2 431	-	-
MARGE OPERATIONNELLE	18 801	11 607	596	225	429	-200	5 778	366	-	-
RESULTAT NET PART DU GROUPE	2 584	3 549	-1 054	23	249	-289	1 581	217	-1 163	-529

(en milliers d'euros)	30.06.09 retraité	France	Espagne	Portugal	Benelux	Suisse	Canada	Maroc	Italie	Allema- gne
Chiffre d'affaires net	333 297	248 350	36 789	13 208	8 756	708	23 234	2 252	-	-
MARGE OPERATIONNELLE	14 550	11 054	1 235	382	60	24	1 235	560	-	-
RESULTAT NET PART DU GROUPE	-10 951	1 556	199	67	-158	-192	760	476	-13 540	-119

VII. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 16 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan du Groupe sont ceux consentis par GFI INFORMATIQUE et ses filiales. Ils sont présentés ci-après :

(en milliers d'euros)	30.06.10	31.12.09
Garantie de paiement de loyers	350	350
Garantie de facilités de caisse accordées au bénéfice des filiales	1 832	1 822
Garantie sur contrats clients	5 330	5 534
Garantie sur contrats fournisseurs	285	285
Total	7 797	7 991

Engagements liés aux opérations d'acquisition et de cession

Dans le cadre de ses acquisitions, le Groupe a reçu les garanties de passif suivantes :

(en milliers d'euros)		30.06.10
échéances		plafond
31/12/10	Groupe SAVAC	75% du prix total payé, minimum de 2 416
31/12/12	Groupe BTD	6 000
	<i>* dont 1,5 million d'euros couverts par une garantie bancaire</i>	
30/01/11	Groupe ACCOVIA	15 861
31/07/11	GFI Solutions d'affaires	5 553
31/12/11	Acquisillon Altus par GFI Solutions d'affaires	377

Dans le cadre de ses cessions, le Groupe a accordé le 3 mars 2010 la garantie de passif suivante :

(en milliers d'euros)		30.06.10
échéances		plafond
30/09/11	GFI Informatik Management Holding et GFI Informatik Deutschland AG&C	800

Par ailleurs, dans le cadre de la cession de l'Italie et préalablement à cette dernière, certaines créances italiennes sur les clients ont été cédées à une société d'affacturage pour un montant de 5 millions d'euros. GFI Informatique est caution du solde restant dû de ces créances jusqu'au 15 octobre 2010. Au 30 juin 2010, le montant concerné s'élève à 2 625 milliers d'euros. A titre indicatif, ce solde ne s'élève plus qu'à 473 milliers d'euros mi-août 2010,

Après la cession des filiales italiennes, la société GFI Informatique demeure garante des cautions bancaires fournies dans le cadre des contrats commerciaux de ces filiales pour un montant initial maximum de 5,4 millions d'euros. Les cautions s'éteindront après exécution des contrats sous-jacents au plus tard en 2012 et après remise des mains levées. Au 30 juin 2010, le montant résiduel concerné s'élève à 4 539 milliers d'euros.

Engagements liés à la dette bancaire

Le contrat de financement principal du Groupe est un crédit à moyen terme à taux variable amortissable sur 5 ans. Les modalités de remboursement prévoient, en fonction du niveau des flux de trésorerie générés par l'activité du Groupe, en cas de cession d'actifs immobilisés dans certaines conditions et en cas de paiement reçus au titre de garanties, des remboursements complémentaires.

Au titre de ce contrat d'emprunt, le Groupe s'engage à se couvrir, dans certaines limites, à la hausse du taux Euribor 3 mois.

Il s'engage également à adopter une politique de distribution de dividendes cohérente avec les contraintes de remboursement de la dette et du paiement des intérêts liés. Notamment, ces distributions sont limitées :

- à 60% de la quote-part de l'excess cash-flow excédant 2 millions d'euros, dès lors que le niveau du ratio financier « Dettes financières nettes / EBE retraité » est supérieur à 1,65 et inférieur à 2 ;
- ou à 40% de la quote-part d'excess cash flow excédant 2 millions d'euros, dès lors que le niveau du ratio financier « Dettes financières nettes / EBE retraité » est supérieure ou égal à 2.

En France, les emprunts bancaires ont été souscrits par le biais de contrats incluant des clauses conventionnelles dites de défaut, pour lesquelles les critères financiers sont appréciés lors des clôtures annuelles et semestrielles.

Au Canada, les emprunts bancaires ont également été souscrits par le biais de contrats incluant des clauses conventionnelles dites de défaut. Le respect de ces dernières est apprécié trimestriellement.

Sur la base des performances de la période, il n'existe pas de risques d'exigibilité anticipée.

Les titres des sociétés GFI Consulting et GFI Canada détenus par GFI Informatique sont nantis au profit des établissements bancaires du CLUB DEAL.

Dans le cadre du financement de l'acquisition en 2008 des filiales GFI SOLUTIONS D'AFFAIRES et PROFITMASTER, les filiales canadiennes GFI CONSEILS et GFI SOLUTIONS D'AFFAIRES ont accordé des hypothèques à l'établissement bancaire ROYAL BANK OF CANADA.

Dans le cadre du financement de l'acquisition du groupe FORTSUM au premier semestre 2009, la filiale canadienne GROUPE GFI SOLUTIONS a nanti les titres FORTSUM au profit de l'établissement bancaire BANK OF MONTREAL. Cet établissement bancaire bénéficie également de contrats d'hypothèque portant sur les actifs des sociétés du groupe FORTSUM.

Engagement lié à la signature du bail des locaux de Saint-Ouen

Dans le cadre du regroupement des sites en Ile-de-France, le contrat de bail des locaux situés à Saint-Ouen a été conclu pour une durée ferme de 9 ans. Le montant des loyers dus au titre de ce contrat s'élève à 29,2 millions d'euros.

Autres engagements

Le FTQ bénéficie de garanties de passif au titre de ses souscriptions de capital dans la filiale GFI SOLUTIONS D'AFFAIRES.

Les engagements du Groupe au titre des indemnités de retraite (coût des services passés non amortis) sont présentés en NOTE 5 : «Provisions non courantes».

A la connaissance du Groupe GFI INFORMATIQUE, la présentation n'omet pas l'existence d'un engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

NOTE 17 : EVENEMENTS POSTERIEURS

Cession de l'activité Conseil et expertise en monétique

La cession de l'activité Conseil et expertise en monétique (portée par la société MONETIC) est autorisée par le Conseil d'Administration du 31 août 2010 et prévue début septembre. Cette activité, non significative au regard du Groupe (chiffre d'affaires au titre de la période : 5 millions d'euros), n'a de ce fait pas été traitée comme une activité abandonnée au sens de la norme IFRS 5 dans les présents états financiers.

Opération juridiques de simplification de l'organigramme

- Dissolution entraînant transmission universelle de patrimoine des filiales suivantes :
 - le 1^{er} juillet 2010 : FINANCIERE SINORG, par décision de son actionnaire unique GFI PROGICIELS ;
 - le 1^{er} juillet 2010 : GFI GROUPE IP par décision de son actionnaire unique GFI INFORMATIQUE.

NOTE 18 : INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

Pour rappel, le nombre de droits à actions gratuites attribué au cours des périodes antérieures au profit des parties liées est de 100 000.

NOTE 19 : OBJECTIFS ET POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués d'emprunts et de découverts bancaires, de dettes de crédit-bail et de dettes fournisseurs. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe détient des actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts à court terme qui sont générés directement par ses activités.

Il contracte également des instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt. Ces instruments ont pour objectif la gestion des risques de taux d'intérêt liés au financement du Groupe. La politique du Groupe est de ne pas souscrire d'instruments dérivés à des fins de spéculation.

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du Groupe sont les suivants : le risque de taux d'intérêt sur les flux de trésorerie, le risque de liquidité et le risque de contrepartie.

Les politiques de gestion des risques de crédit et de liquidité sont résumées ci-dessous.

Risque de crédit

Concernant le risque de crédit relatif aux actifs financiers du Groupe, c'est-à-dire principalement les clients, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'exposition du Groupe est liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, avec une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces instruments.

Les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent.

Risque de liquidité

L'objectif du Groupe est de maintenir l'équilibre entre la continuité des financements et leur flexibilité grâce à l'utilisation de découverts, d'emprunts bancaires et obligataires et de contrats d'affacturage.

Contrats d'affacturage

Le Groupe GFI INFORMATIQUE dispose, via des contrats d'affacturage, de lignes de financement à hauteur du montant des créances clients cédées, plafonnées à 75,0 millions d'euros en France et 6,5 millions d'euros en Espagne. Le montant des tirages effectués au 30 juin 2010 s'élève à 24,5 millions d'euros.

Lignes de découvert bancaire

Le Groupe GFI INFORMATIQUE dispose de lignes de découverts bancaires négociés, plafonnées à 19,6 millions d'euros. Au 30 juin 2010, ces lignes de découvert bancaire sont utilisées à hauteur de 18,0 millions d'euros, principalement en France.

NOTE 20 : APPLICATION IFRS 5, TABLEAUX DE PASSAGE

Résultat

Au titre des premiers semestres 2010 et 2009, le résultat des activités abandonnées est détaillé dans le tableau de passage présenté ci-après.

(en milliers d'euros)	30.06.10 avant application IFRS 5	IFRS 5 Reclassement des activités cédées		30.06.10	30.06.09 historique	IFRS 5 Reclassement des activités cédées		30.06.09 retraité
		Italie	Allemagne			Italie	Allemagne	
Chiffre d'affaires net	350 927	-10 616	-3 485	336 826	367 025	-22 394	-11 334	333 297
Achats et charges externes	-82 875	7 074	1 916	-73 885	-99 045	14 876	6 827	-77 342
Impôts, taxes et versements assimilés	-4 849	197	16	-4 636	-7 797	290	32	-7 475
Charges de personnel	-243 081	4 066	1 545	-237 470	-244 668	8 647	4 419	-231 602
Dotations aux amortissements (hors actifs incorporels affectés)	-3 883	22	19	-3 842	-3 724	111	48	-3 565
Autres produits et charges opérationnels courants	1 748	55	5	1 808	472	796	-31	1 237
MARGE OPERATIONNELLE	17 987	798	16	18 801	12 263	2 326	-39	14 550
Marge opérationnelle en %	5,1%	-7,5%	-0,5%	5,6%	3,3%	-10,4%	0,3%	4,4%
Dotation aux amortissements des actifs incorporels affectés	-2 089			-2 089	-1 295			-1 295
Restructurations	-3 225	484	0	-2 741	-4 589	1 043	0	-3 546
Résultat des cessions et liquidations	-334	-181	515	0	890	0	0	890
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0	0	0	-10 000	10 000	0	0
Autres produits et charges opérationnels	-4 808	-54	0	-4 862	-3 852	0	0	-3 852
RESULTAT OPERATIONNEL	7 531	1 047	531	9 109	-6 583	13 369	-39	6 747
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7	0	0	7	35	0	0	35
Coût de l'endettement financier brut	-2 155	-6	0	-2 161	-1 843	185	169	-1 489
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-2 148	-6	0	-2 154	-1 808	185	169	-1 454
Autres produits et charges financiers	-810	1	-2	-811	-828	-19	-11	-858
Impôts sur les résultats	-1 156	121	0	-1 035	-1 732	5	0	-1 727
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRÊTEES OU EN COURS DE	3 417	1 163	529	5 109	-10 951	13 540	119	2 708
Résultat des activités abandonnées ou en cours de cession	0	-1 163	-529	-1 692	0	-13 540	-119	-13 659
Résultat des sociétés intégrées par mise en équivalence	0			0	0			0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	3 417	0	0	3 417	-10 951	0	0	-10 951
dont part du Groupe	2 584	0	0	2 584	-10 951	0	0	-10 951
dont part des minoritaires	833	0	0	833	0	0	0	0

Flux de trésorerie

Au titre des premiers semestres 2010 et 2009, les flux de trésorerie des activités abandonnées sont détaillés dans le tableau de passage présenté ci-après.

(en milliers d'euros)	30.06.10	IFRS 5		30.06.10	30.06.09	IFRS 5		30.06.09
	avant application IFRS 5	Reclassement des activités cédées			historique	Reclassement des activités cédées		retraité
		Italie	Allemagne			Italie	Allemagne	
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 417	-1 163	-529	5 109	-10 951	-13 540	-119	2 708
Résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	9 068	507	19	8 542	15 654	10 206	47	5 401
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur	-404	0	0	-404	-512	0	0	-512
Plus ou moins-values nettes de cessions d'actifs	-302	-455	-30	183	74	0	0	74
Profits et pertes de dilution	0	0	0	0	-896	0	0	-896
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	11 779	-1 111	-540	13 430	3 369	-3 334	-72	6 775
Coût de l'endettement financier net (retraité des variations de juste valeur)	2 000	-6	0	2 006	1 768	185	169	1 414
Coût des swap	1 016	0	0	1 016	1 078	0	0	1 078
Charge d'impôt	1 156	121	0	1 035	1 732	5	0	1 727
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	15 951	-996	-540	17 487	7 947	-3 144	97	10 994
Impôt versé	-6 030	-121	0	-5 909	-1 577	-5	0	-1 572
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité	-10 555	-1 251	-814	-8 490	9 841	-2 708	-281	12 830
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	-634	-2 368	-1 354	3 088	16 211	-5 857	-184	22 252
				0				
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	-4 039	0	0	-4 039	-2 202	0	0	-2 202
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	-2 398	-57	0	-2 341	-1 791	-18	-70	-1 703
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	96	0	0	96	139	0	0	139
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-1	0	0	-1	0	-15	0	15
+/- Incidences des variations de périmètre	-6 025	-5 988	-99	62	-20 169	0	0	-20 169
+/- Variations des prêts et avances consenties	22	16	3	3	13	0	8	5
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-12 345	-6 029	-96	-6 220	-24 010	-33	-62	-23 915
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	0	0	0	0	0	0	0	0
• Versées par les actionnaires de la société mère	0	0	0	0	0	0	0	0
• Versées par les minoritaires des sociétés intégrées	0	0	0	0	6 855	0	0	6 855
+/- Rachats et reventes d'actions propres	27	0	0	27	681	0	0	681
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0
• Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	0	0	0	-11 862	0	0	-11 862
• Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0	0	0	0	0	0	0
+/- Souscription et remboursements d'emprunts	-8 341	0	0	-8 341	-808	0	0	-808
+/- Variation du tirage sur créances affacturées	26 798	4 783	0	22 015	9 973	0	0	9 973
- Intérêts financiers versés	-1 863	6	0	-1 869	-1 856	-185	-169	-1 502
- Coût des swap	-1 016	0	0	-1 016	-1 078	0	0	-1 078
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	15 605	4 789	0	10 816	1 905	-185	-169	2 259
+/- Incidence des variations de cours des devises	1 312	0	0	1 312	112	0	0	112
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DESTINEES A LA	0	3 608	1 450	-5 058	0	6 075	415	-6 490
VARIATION DE TRESORERIE	3 938	0	0	3 938	-5 782	0	0	-5 782

Etats de la situation financière consolidée

Au titre du 30 juin 2010, les actifs et passifs des activités sont détaillés dans le tableau de passage présenté ci-après.

(en milliers d'euros) BILAN	30.06.10 avant application IFRS 5	IFRS 5 Reclassement des activités cédées		30.06.10
		Italie	Allemagne	
Ecarts d'acquisition	216 152	0	0	216 152
Autres immobilisations incorporelles	43 382	0	0	43 382
Immobilisations corporelles	9 895	0	0	9 895
Actifs financiers non courants	2 762	0	0	2 762
Impôts différés actifs	10 049	0	0	10 049
ACTIFS NON COURANTS	282 240	0	0	282 240
Stocks de marchandises	1 773	0	0	1 773
Clients et comptes rattachés	217 937	0	0	217 937
Autres créances	23 921	-2	-12	23 907
Charges constatées d'avance	7 973	0	0	7 973
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 480	-7	0	19 473
Dépréciation des actifs courants destinés à la vente				0
ACTIFS COURANTS	271 084	-9	-12	271 063
ACTIFS DESTINES A LA VENTE		9	12	21
TOTAL ACTIF	553 324	0	0	553 324
Capital	108 588	0	0	108 588
Primes	36 190	0	0	36 190
Réserves consolidées	14 829	0	0	14 829
Résultat consolidé de l'exercice	2 584	0	0	2 584
Autres	-3 509	0	0	-3 509
Réserves de conversion	8 992	0	0	8 992
CAPITAUX PROPRES, Part du groupe	167 674			167 674
Intérêts minoritaires	3 270			3 270
CAPITAUX PROPRES	170 944	0	0	170 944
Endettement, part à long terme	61 622	0	0	61 622
Impôts différés passifs	2 472	0	0	2 472
Provisions non courantes	19 216	-31	0	19 185
Autres passifs financiers non courants	0	0	0	0
PASSIFS NON COURANTS	83 310	-31	0	83 279
Provisions courantes	8 902	-400	0	8 502
Endettement, part à court terme	60 762	0	0	60 762
Passifs financiers courants	1 420	0	0	1 420
Autres passifs financiers courants	7 662	0	0	7 662
Fournisseurs	43 231	-19	-9	43 203
Dettes fiscales et sociales	127 877	-28	0	127 849
Autres passifs courants	9 271	-255	0	9 016
Produits constatés d'avance	39 945	0	0	39 945
PASSIFS COURANTS	299 070	-702	-9	298 359
PASSIF DESTINES A LA VENTE	0	733	9	742
TOTAL PASSIF	553 324	0	0	553 324

- 3 -

Rapport
des commissaires aux comptes
sur l'information financière
semestrielle



3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société GFI Informatique, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note III « Faits caractéristiques et périmètre de consolidation » de l'annexe qui décrit les modifications apportées dans la présentation de l'état du résultat global consolidé.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 31 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON
Vincent Papazian

ERNST & YOUNG et Autres
Pierre Abily

- 4 -

Déclaration du responsable du rapport financier semestriel



4. DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes condensés pour le semestre écoulé figurant au chapitre 2 du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe GFI Informatique et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre 1 du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus sur les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour le second semestre de l'exercice 2010.

Fait à Paris, le 31 août 2010


Monsieur Vincent Rouaix
Président-Directeur Général

Le succès de nos clients

est le moteur de notre avenir



GFI Informatique

Siège social

15, rue Beaujon – 75008 Paris

Tél. : 33 (0)1 53 93 44 44

Fax : 33 (0)1 44 93 44 45

www.gfi.fr